

Protéger la population des risques de l'alcool

5

Amine Benyamina,
président de la Fédération française
d'addictologie,

Éric Breton,
professeur, École des hautes études
en santé publique (EHESP),

Maria Melchior,
directrice de recherche, Institut national
de la santé et de la recherche
médicale (Inserm),

Mickael Naassila,
président de la Société française
d'alcoologie et d'addictologie,

Viêt Nguyen-Thanh,
responsable unité Addictions,

Guillemette Quatremère,
chargée d'étude scientifique,
Santé publique France.

La consommation d'alcool a un impact considérable sur les sociétés, tant ses conséquences sanitaires, sociales et économiques sont importantes. Les contributions réunies dans ce dossier de *La Santé en action* soulignent l'ampleur des dommages liés à l'alcool, ainsi que l'évolution des consommations au cours des dernières décennies en France. Malgré une baisse notable chez les adolescents depuis plusieurs années et un changement dans les modes de sociabilité, l'alcool demeure un produit central, marqueur culturel et identitaire. Les niveaux de consommation restent globalement élevés et les inégalités persistent. Bien que toutes les catégories sociales soient concernées, ce sont les populations socialement les moins favorisées qui subissent le plus fortement les conséquences de la consommation d'alcool.

Pour éclairer cet enjeu majeur de santé publique, ce numéro invite à comprendre les multiples déterminants de la consommation d'alcool et des risques associés. Des articles explorent en particulier l'influence des déterminants commerciaux, ces pratiques commerciales menées par les acteurs économiques de la filière alcool (producteurs, distributeurs et organisations professionnelles)

– notamment les stratégies marketing et l'influence politique des industriels –, et témoignent de l'importance d'un cadre législatif renforcé. Les spécificités liées au genre, aux déterminants socio-économiques, et les effets à long terme des traumatismes de l'enfance sont également abordés, offrant un panorama global de la situation et des populations les plus vulnérables.

Au-delà du constat du fardeau lié à la consommation d'alcool sur la société et des mécanismes à l'œuvre, ce numéro présente des avancées encourageantes, mises en évidence par des travaux de chercheurs, des retours d'experts, de professionnels de santé et d'acteurs de la société civile. Pour limiter les dommages liés à l'alcool et réduire la consommation au sein de la population, plusieurs interventions sont possibles, prometteuses ou dont l'efficacité a déjà été démontrée ; et de nombreux acteurs sont d'ores et déjà investis dans la prévention de la consommation d'alcool en France. Différents niveaux de prévention sont abordés – individuel et collectif – et ce, à différents moments : avant l'entrée dans les consommations, pendant celles-ci (dans une approche de réduction des risques) ou encore pour accompagner la réduction ou l'arrêt.

Mobiliser des acteurs essentiels

Les programmes de développement des compétences psychosociales dans les établissements scolaires, les interventions auprès des jeunes adultes ou encore les actions visant à agir sur la transmission intergénérationnelle constituent des initiatives encourageantes. Les professionnels de santé sont des acteurs clés du repérage précoce et de l'intervention brève. Il est ainsi nécessaire de mobiliser davantage les médecins généralistes afin d'améliorer le déploiement de cette intervention relativement simple et efficace en consultation et d'orienter si besoin les consommateurs vers les structures spécialisées. Tout contact

avec un professionnel de santé peut être une occasion d'aborder la question de l'alcool, par exemple lors d'un passage aux urgences pour un épisode d'alcoolisation. La formation des acteurs hors du champ sanitaire, mais en lien avec des populations vulnérables est également importante, notamment ceux du champ du judiciaire, qui sont fréquemment en contact avec des personnes présentant un trouble de l'alcoolisation.

À un niveau collectif, le dossier montre qu'il est possible d'agir à travers des dispositifs de marketing social. Les défis d'abstinence temporaire montrent des résultats prometteurs à moyen terme sur la consommation des participants. Plus largement, certaines campagnes de prévention peuvent non seulement contribuer à réduire la consommation, mais aussi à modifier les attitudes vis-à-vis de l'alcool et à renforcer l'acceptabilité de mesures réglementaires plus contraignantes.

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) recommande plusieurs mesures pour limiter l'attractivité et l'accessibilité de l'alcool, notamment l'augmentation de son prix et la limitation, voire l'interdiction de la publicité. La prévention de la consommation d'alcool ne peut en effet pas reposer que sur les épaules des consommateurs : il faut rendre l'environnement moins favorable à sa consommation. Le plaidoyer mené par des scientifiques et des acteurs de la société civile vise ainsi à promouvoir ces mesures efficaces auprès des décideurs. Des mesures ambitieuses concernant l'alcool sont indispensables pour améliorer la santé de la population. Nous espérons que ce numéro apportera des pistes de réflexion et d'action, quel que soit le champ d'intervention du lecteur. ■



Cet article est sous licence internationale Creative Commons Attribution 4.0, qui autorise sans restrictions l'utilisation, la diffusion, et la reproduction sur quelque support que ce soit, sous réserve de citation correcte de la publication originale.

Dossier

Protéger la population des risques de l'alcool

LA SANTÉ EN ACTION – N°473 – AVRIL-JUIN 2026